

**Pergam Industry S.C.A.**

*Société en Commandite par Actions*

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches

**CONSTITUTION DE SOCIETE DU 13 DECEMBRE 2016  
NUMERO 3488/16**

L'an deux mille seize, le treizième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu :

1. **Pergam Industry GP S.à r.l.**, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (l' « **Actionnaire Commandité** »),

ici représentée par Monsieur Anthony Braesch, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, en date du 8 décembre 2016 ;

2. **PERGAM INTERNATIONAL S.A.**, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112 929 (l' « **Actionnaire Commanditaire** »),

ici représentée par Monsieur Anthony Braesch, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, en date du 8 décembre 2016.

Lesdites procurations, après avoir été signées *ne varietur* par le mandataire et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte afin d'être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société en commandite par actions qu'elles déclarent constituer comme suit:

**Titre Ier. Définitions**

Dans les présents Statuts, les mots et expressions suivants auront, sauf incohérence par rapport au contexte, les significations indiquées ci-dessous :

a) Une « **Action** » désigne une Action de Catégorie A ou une Action de Catégorie B ;

- b) Une « **Action de Catégorie A** » désigne une action ordinaire émise par la Société, donnant droit au Rendement Préférentiel ;
- c) Une « **Action de Catégorie B** » désigne une action ordinaire émise par la Société, donnant droit à un *Carried Interest* ;
- d) Un « **Actionnaire Commandité** » désigne un actionnaire indéfiniment et le cas échéant solidairement responsable des engagements sociaux ;
- e) Un « **Actionnaire Commanditaire** » désigne un actionnaire qui n'engage qu'une mise déterminée ;
- f) Un « **Actionnaire de Catégorie A** » désigne un actionnaire titulaire d'Actions de Catégorie A ;
- g) Un « **Actionnaire de Catégorie B** » désigne un actionnaire titulaire d'Actions de Catégorie B ;
- h) Le « **Capital de Catégorie A** » désigne le montant représentant le capital social souscrit et libéré par un Actionnaire de Catégorie A ;
- i) Les « **Capitaux de Catégorie A** » désigne le montant représentant le capital social souscrit et libéré par l'ensemble des Actionnaires de Catégorie A ;
- j) Le « **Capital Propre de Catégorie A** » désigne le montant représentant le Capital de Catégorie A augmenté du montant de l'obligation souscrite par un Actionnaire de Catégorie A et/ou de montant du prêt consenti par lui à la Société et augmenté encore du montant de la prime d'émission versée par lui ;
- k) Le « **Capital de Catégorie B** » désigne le montant représentant le capital social souscrit et libéré par un Actionnaire de Catégorie B ;
- l) Les « **Capitaux de Catégorie B** » désigne le montant représentant le capital social souscrit et libéré par l'ensemble des Actionnaires de Catégorie B ;
- m) Le « *Carried Interest* » a la signification telle que définie à l'article 23 des présents statuts ;
- n) Le « **Conseil** » désigne le conseil de surveillance nommé conformément à la Loi ;
- o) Le « **Gérant** » désigne le gérant actionnaire commandité ;
- p) Un « **Jour Ouvrable** » désigne un jour d'ouverture des banques à Luxembourg ;
- q) La « **Loi** » désigne la loi du 10 août 1915 modifiée, relative aux sociétés commerciales ;

r) Le « **Rendement Préférentiel** » désigne un rendement global (incluant les intérêts dus en vertu d'obligations souscrites ou de prêt consentis à la Société) appliqué au Capital Propre de Catégorie A au Taux de Rendement Préférentiel. Le Rendement Préférentiel court sur les sommes à disposition de la Société au titre du Capital Propre de Catégorie A à compter de leur libération effective entre les mains de la Société jusqu'à leur remboursement par la Société ;

s) Le « **Registre des Actionnaires** » désigne le registre de la Société maintenu conformément aux dispositions de l'article 7 des présents Statuts et contenant la liste de toutes les actions nominatives ;

t) Le « **Siège Social** » désigne le siège social de la Société établi conformément aux dispositions de l'article 3 des présents Statuts, où doivent parvenir les citations en justice et autres actes de procédure ; et

u) Le « **Taux de Rendement Préférentiel** » désigne, pour chaque période annuelle de calcul du Rendement Préférentiel, le taux de 8 % par an capitalisé annuellement à la clôture de chaque exercice social.

## **Titre II. Généralités**

### **Art. 1<sup>er</sup>. Forme et Dénomination.**

Il existe une société en commandite par actions sous la raison sociale de **Pergam Industry S.C.A.**, ci-après la « **Société** ».

### **Art. 2. Durée.**

a) La Société existe pour une durée limitée de sept (7) ans à compter du jour de sa constitution. Cette durée peut néanmoins être prolongée pour une période supplémentaire de deux (2) ans par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la Loi pour la modification des statuts, et conformément aux dispositions des présents statuts.

b) Elle pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la Loi pour la modification des statuts, et conformément aux dispositions des présents statuts.

### **Art. 3. Siège social.**

a) Le Siège Social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune de Luxembourg par décision du Gérant. Le Siège Social peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

b) Le Gérant pourra décider de l'établissement de filiales, succursales ou d'autres bureaux de la Société, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, conformément aux prescriptions légales.

a) Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du Siège Social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger par décision du Gérant, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure temporaire ne pourra toutefois avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera de nationalité luxembourgeoise. La déclaration de transfert du Siège Social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans de telles circonstances.

#### **Art. 4. Objet.**

a) La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

b) La Société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet.

c) La Société peut notamment acquérir par voies d'apport, de souscription, d'option, d'achat ou de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces négociables ou non (y compris celles émises par tout gouvernement ou autre autorité internationale, nationale ou communale) et tous autres droits s'y rattachant, et les exploiter par voies de vente, cession, échange ou autrement.

d) La Société peut émettre des obligations par voie de souscription privée et emprunter de quelque façon que ce soit conformément à la loi. La Société peut accorder tous concours, prêts, avances ou garanties aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe et substantielle.

e) La Société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne maintiendra aucun établissement commercial ouvert ou public.

### **Titre III. Capital social**

#### **Art. 5. Capital social.**

Le capital social émis de la Société est de trente mille Euros (EUR 30.000) représenté par dix (10) Actions de Catégorie A d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10) et deux mille neuf cent quatre-vingt-dix (2.990) Actions de Catégorie B d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10) chacune.

#### **Art. 6. Variations du capital social.**

Le Gérant est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication du présent acte constitutif ou, le cas échéant, de la décision de renouveler ou d'augmenter le capital autorisé, à augmenter le capital social de la Société à concurrence de vingt-neuf millions neuf cent soixante-dix mille Euros (EUR 29.970.000) de manière à porter le capital social jusqu'à un montant de trente millions

d'Euros (EUR 30.000.000). Pour la réalisation de cette augmentation de capital, le Gérant est en particulier spécialement autorisé à :

- décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions, et aux époques qu'il appréciera, de l'émission des actions nouvelles,
- décider d'émettre les actions nouvelles en une ou plusieurs tranches,
- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques et catégories des actions nouvelles à créer,
- déterminer les conditions de souscription et de libération des actions nouvelles à émettre et le mode de libération de ces actions nouvelles,
- décider de limiter et de supprimer, le cas échéant, le droit préférentiel de souscription des anciens actionnaires,
- arrêter les prix et conditions des émissions, notamment les primes d'émission,
- fixer les montants à émettre,
- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émissions, notamment celle des frais entraînés par la réalisation de ces émissions,
- refuser ou accepter tout ou partie des demandes de souscription reçues,
- prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et d'arrêter toutes modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en les présentes,
- enfin à faire constater en la forme requise la ou les augmentations effectives du capital de la Société résultant de toute émission effectivement réalisée et modifier corrélativement les statuts de la Société.

#### **Art. 7. Actions.**

- a) Les Actions sont et resteront nominatives. Un registre des actionnaires sera tenu au Siège Social et tout actionnaire pourra en prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre et de la catégorie de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les cessions d'actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée.
- b) La Société sera en droit de se fier pour toutes fins utiles à la dernière adresse communiquée. La propriété des Actions résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires sur demandes adressées par ces derniers au Siège de la Société.
- c) La cession d'Actions à un tiers sera soumise à l'agrément du Gérant ainsi qu'à la libération intégrale préalable des Actions devant être cédées.

La demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession est notifiée à la Société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée

avec demande d'accusé de réception. L'agrément par le Gérant résulte soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la demande. La décision de refus d'agrément ne doit pas être motivée.

Si le cessionnaire proposé n'est pas agréé, le Gérant est tenu, dans le délai de cinq (5) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les Actions soit par un ou plusieurs actionnaires ou par un ou plusieurs tiers préalablement agréés, soit par la Société elle-même en vue d'une réduction de capital en conformité avec la Loi.

Si les parties sont en désaccord sur le prix des Actions et les conditions de la cession, un expert devra être désigné par le Gérant et le cédant qui devra déterminer le prix ainsi que les conditions de cession dans un délai de deux (2) mois. Au cas où le Gérant et le cédant n'auront pas pu désigner un expert, la partie la plus diligente pourra saisir le Président du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière de référé, lequel désignera un expert.

d) Tout nouvel actionnaire ou ayant droit adhérera de plein droit aux présents statuts et à toutes assemblées générales ordinaires ou extraordinaires précédant son inscription au registre des actionnaires de la Société.

e) Chaque souscripteur d'Actions s'engage à libérer l'intégralité du montant de sa souscription endéans les dix (10) jours ouvrés suivant la demande de libération faite par le Gérant. Tout manquement à cette obligation, non remédié dans un délai de cinq (5) jours suivant la réception par le souscripteur d'une notice de défaut (la « **Notice de Défaut** »), est qualifié de défaut de paiement (ci-après un « **Défaut de Paiement** »). Tout Défaut de Paiement avéré entraîne la qualification par le Gérant du souscripteur comme étant un actionnaire défaillant (un « **Actionnaire Défaillant** »).

Un Actionnaire Défaillant :

- ne peut prétendre à aucun intérêt, ni remboursement ni aucune distribution de quelque nature que ce soit jusqu'à la date de dissolution de la Société ou jusqu'à ce que le Gérant en décide autrement ;

- est obligé de payer, pendant toute la durée du Défaut de Paiement, automatiquement et sans qu'aucune autre formalité ne soit nécessaire, des intérêts calculés *prorata temporis* au taux de (i) 18% par an sur le montant en défaut mentionné dans la Notice de Défaut ou (ii) si ce taux excède le taux maximal autorisé par la loi, le taux légal maximal, à partir de la date à laquelle le paiement était dû, indépendamment de toutes actions que le Gérant pourrait initier pour le compte de la Société ou des actionnaires contre l'Actionnaire Défaillant et du droit pour le Gérant de transférer les Actions de cet Actionnaire Défaillant.

Le Gérant facturera au nom de la Société toutes les dépenses supportées par elle en conséquence d'un Défaut de Paiement.

Toutefois, le Gérant garde à sa discrétion la capacité et le droit de renoncer à tout ou partie des sanctions détaillées ci-dessus et d'accorder à l'Actionnaire Défaillant un délai de grâce supplémentaire afin de régulariser le Défaut de Paiement.

Ces mesures ne sont pas exhaustives et toutes autres mesures autorisées par la Loi et que le Gérant pourrait prendre dans l'intérêt de la Société pourront être prises par lui.

f) Chaque actionnaire s'engage irrévocablement à (1) informer la Société de tout changement de quelque nature que ce soit qui affecterait, directement ou indirectement, la structure de détention dudit actionnaire et à lui fournir, dans un délai de dix (10) jours à compter dudit changement, tous documents utiles permettant d'établir (i) le nombre de titres, actions ou parts détenus par chacun des actionnaires / associés de l'actionnaire suite au changement de détention et (ii) le cas échéant, le nom (ou la dénomination sociale) et l'adresse (ou le siège social) de tout nouvel actionnaire / associé de l'actionnaire avec une copie d'un document officiel en cours de validité attestant de son identité (passeport pour les personnes physiques et extrait de registre de commerce ou équivalent pour les personnes morales), et (2) à faire parvenir au Gérant toute la documentation requise pour permettre l'identification de son/ses bénéficiaire(s) économique(s) ;

En cas de non-respect de cette clause (f), l'actionnaire concerné pourra être qualifié d'Actionnaire Défaillant par le Gérant avec les conséquences prévues dans les Statuts.

g) Les Actions A et les Actions B ne sont pas convertibles entre elles, ni échangeables.

h) Au cours de la vie sociale, la Société pourra créer une ou plusieurs classe(s) d'actions au sein d'une même catégorie d'actions et ainsi diviser chaque groupe d'actionnaires titulaires d'actions d'une même catégorie, en groupe d'actionnaires titulaires d'actions d'une même catégorie et d'une même classe.

i) La Société peut procéder au rachat de ses propres actions conformément aux prescriptions légales.

#### **Titre IV. Assemblée générale**

##### **Art. 8. Assemblée générale des actionnaires.**

a) L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit chaque année dans les six (6) mois de la clôture de l'année sociale.

b) Toutes les assemblées générales seront tenues soit au Siège Social de la Société, soit à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans la convocation émise par le Gérant.

##### **Art. 9. Pouvoirs des assemblées générales.**

a) L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Les décisions prises par une telle assemblée engageront les actionnaires absents, opposés ou s'abstenant au vote.

b) L'assemblée générale des actionnaires aura tous les pouvoirs qui lui sont réservés par la Loi et par les présents statuts. Une telle assemblée disposera notamment des pouvoirs les plus étendus pour accomplir ou ratifier les actes qui intéressent la Société. L'assemblée générale des actionnaires ne fait et ne ratifie les actes qui intéressent la Société à l'égard des tiers qu'avec l'accord écrit du Gérant sous peine de nullité desdits actes.

c) Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut modifier tout ou partie des Statuts, sous réserve qu'une telle assemblée soit tenue en conformité avec les exigences de quorum, de majorité et de convocation prévues par la Loi et par les présents statuts pour la modification des Statuts.

#### **Art. 10. Quorum et Vote des actionnaires.**

a) Chaque action de la Société donne droit à une voix sauf dans les cas où la Loi en dispose autrement.

b) Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire, lequel mandataire sera obligatoirement actionnaire ou le Gérant

c) Le Gérant peut suspendre les droits de vote de tout actionnaire qui est en défaut de remplir les obligations lui incombant en vertu des présents statuts ou de tout arrangement contractuel pris par cet actionnaire.

d) Tout actionnaire peut, à titre personnel, s'engager à ne pas exercer temporairement ou définitivement tout ou partie de ses droits de vote. Une telle renonciation lie l'actionnaire renonçant et s'impose à la Société dès sa notification à cette dernière.

e) Dans le cas où les droits de vote de l'un ou plusieurs des actionnaires ont été suspendus en accord avec l'article 10 (c) ci-dessus ou si l'un ou plusieurs des actionnaires ont renoncé à l'exercice de leurs droits de vote en accord avec l'article 10 (d) ci-dessus, ces actionnaires pourront assister à toute assemblée générale mais les actions qu'ils détiennent ne seront pas prises en compte pour le calcul des conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales de la Société.

f) Les résolutions adoptées par une assemblée générale ordinaire des actionnaires dûment convoquée, seront prises à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés en conformité avec la Loi et les présents statuts. Cependant toute résolution de l'assemblée générale ordinaire annuelle ou convoquée extraordinairement à une autre date ne produira d'effets qu'avec l'accord écrit du Gérant sauf si la décision est prise unanimement en présence de tous les actionnaires représentant l'intégralité du capital social.

g) Les résolutions adoptées par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dûment convoquée seront prises aux conditions de majorité et de quorum tel que déterminé par la Loi et les présents statuts. Conformément à la Loi, une telle assemblée générale ou une assemblée générale extraordinaire modifiant les statuts ne produira ses effets qu'avec l'accord écrit du Gérant sauf si la décision est prise



unanimement en présence de tous les actionnaires représentant l'intégralité du capital social.

h) Toute assemblée générale ordinaire annuelle ou convoquée extraordinairement ou extraordinaire ne sera valablement et régulièrement constituée que par la présence effective du Gérant ou de son mandataire.

i) Lorsqu'une ou plusieurs actions appartiennent à plusieurs personnes en indivision, la Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est tenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire de l'action. Tous les droits attachés aux actions restent suspendus jusqu'à ladite désignation.

#### **Art. 11. Avis de convocation.**

a) Les convocations sont effectuées en conformité avec la Loi.

b) Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale, ainsi que le Gérant en conformité avec l'article 10(h), en personne ou par mandataire et déclarent renoncer à leur droit à être dûment convoqués et avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut valablement se tenir sans convocation préalable.

#### **Art. 12. Gérant.**

a) La Société est gérée par **Pergam Industry GP S.à r.l.**, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, gérant actionnaire commandité, qui a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société.

b) Par dérogation à l'article 10 des présents statuts, le Gérant ne peut être révoqué, qu'en cas de fraude ou de faute lourde liée à sa gestion de la Société et par une résolution prise par les trois quarts des actionnaires lors d'une assemblée générale extraordinaire tenue en présence de tous les actionnaires représentant l'intégralité du capital social.

c) En cas de faillite, liquidation, gestion contrôlée, dissolution ou en cas de décès ou d'incapacité légale ou d'empêchement du Gérant, la Société ne sera pas dissoute. Dans ce cas, le Conseil désignera un administrateur provisoire actionnaire ou non qui fera les actes urgents et de simple administration. L'administrateur convoquera dans la quinzaine de sa nomination une assemblée générale extraordinaire dont l'ordre du jour sera de considérer la dissolution éventuelle ou non de la Société et la nomination d'un ou de plusieurs gérants en remplacement du Gérant. Dans ce cas, cette assemblée pourra décider également de modifier la raison sociale de la Société en accord avec la nouvelle gérance.

#### **Art. 13. Pouvoirs de la gérance.**

- a) Le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, notamment tous les actes d'administration ou de disposition pour le compte de la Société.
- b) Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale et au Conseil par la Loi ou par les présents Statuts est de la compétence du Gérant.
- c) En particulier, les actions judiciaires impliquant la Société, tant en demandant qu'en défendant, seront menées au nom de la Société par le Gérant ou par une personne déléguée à ces fins par le Gérant.
- d) La Société se trouve engagée en toutes circonstances par rapport aux tiers, soit par la signature du Gérant ou en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de tous les gérants. Au cas où le Gérant signe un document au nom de la Société, sa signature sera suivie d'une mention précisant qu'il signe au nom de la Société.
- e) Le Gérant peut déléguer ses pouvoirs et désigner des mandataires actionnaires ou tiers, personne morale ou physique, sans restriction quant à la qualité de ces mandataires ayant des pouvoirs définis sans que cette faculté puisse l'autoriser à se décharger de la gérance. Le Gérant fixe les émoluments des mandataires et peut les révoquer à tout moment.
- f) Le Gérant peut nommer une ou plusieurs personnes de son choix avec la mission de le conseiller et/ou de l'assister sur les investissements et prise de participation de la Société.

#### **Art. 14. Rémunération du Gérant.**

- a) Le Gérant percevra une rémunération annuelle équivalente à 1,50 % HTVA de la totalité des engagements de souscription relatifs à toutes les Actions et obligations émises ou à émettre de la Société, sans déduire aucun des remboursements effectués par la Société sous quelque forme que ce soit, et ce de la date de constitution de la Société jusqu'au 31 décembre 2019.

Le Gérant percevra une rémunération annuelle équivalente à 1 % HTVA de la totalité des montants appelés et libérés relatifs à toutes les Actions et obligations émises par la Société, sans déduire aucun des remboursements effectués par la Société sous quelque forme que ce soit, et ce du 1<sup>er</sup> janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2023.

Dans le cas où l'assemblée générale des actionnaires déciderait la continuité de la Société, conformément aux dispositions de l'article 2 des présents statuts, le Gérant percevra une rémunération annuelle équivalente à 1 % HTVA de la totalité des montants appelés et libérés relatifs à toutes les Actions et obligations émises par la Société, sans déduire aucun des remboursements effectués par la Société sous quelque forme que ce soit.

La rémunération annuelle du Gérant est payable en avance pour chaque trimestre à venir au 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

La rémunération du Gérant est calculée *prorata temporis* sur base du nombre de jours exact de chaque trimestre divisé par le nombre de jours dans l'année.

b) La Société indemniserà le Gérant des dépenses raisonnablement encourues par lui en relation avec toute action, procès ou procédure dans lesquelles il serait impliqué à raison de son mandat.

#### **Art. 15. Conseil de surveillance - Fonctionnement.**

a) La surveillance de la Société doit être confiée à trois commissaires au moins qui composent le Conseil de Surveillance. Ceux-ci sont élus par l'assemblée générale ordinaire pour une période maximum de six (6) années. Ce Conseil de Surveillance peut donner ses avis sur les affaires que le ou les gérants lui soumettent et autoriser les actes qui sortent de leurs pouvoirs. Les commissaires sont révocables à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

b) Le Conseil de Surveillance peut valablement délibérer et prendre des décisions si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée.

c) Les commissaires peuvent prendre part aux délibérations du Conseil de Surveillance, en étant présents en personne ou en étant représentés par un autre commissaire détenteur d'une procuration. Une telle procuration peut être accordée par écrit, notamment par télégramme, télécopie, télex ou tout autre moyen de communication généralement admis à ces fins.

#### **Art. 16. Décisions du conseil de surveillance.**

a) Les décisions du Conseil de Surveillance sont prises à la majorité des voix des commissaires présents ou représentés. En cas d'égalité des voix, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

b) Les décisions signées par tous les membres du Conseil de Surveillance seront aussi valables et effectives que celles prises en réunion tenue régulièrement. De telles décisions pourront être valablement prises sous la forme de plusieurs documents écrits, de forme et de contenu identiques, chacun d'entre eux étant signé par un ou plusieurs commissaires, étant entendu que la signature de chaque commissaire se trouvera au moins sur l'un des dits documents.

c) Les décisions du Conseil de Surveillance seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les commissaires présents ou représentés à la réunion. Les procès-verbaux seront insérés dans le registre des procès-verbaux de la Société, lequel sera conservé au Siège Social.

#### **Art. 17. Attributions du conseil de surveillance.**

Le Conseil de Surveillance a pour mission de surveiller et contrôler les opérations de la Société.

Il doit vérifier l'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes dressés par le Gérant et qui lui sont soumis avant l'assemblée générale, à laquelle il présentera un rapport contenant ses propositions.

#### **Art. 18. Réviseur.**

- a) Dans l'accomplissement de ses fonctions, le Conseil de Surveillance pourra être assisté par un réviseur indépendant (le « **Réviseur** »).
- b) Le Réviseur, s'il y en a un, sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période qui finira à la date de la prochaine assemblée générale et jusqu'à ce que son successeur soit élu.

### **Titres V. Année sociale - Finances**

#### **Art. 19. Année sociale.**

L'année sociale commence le 1er janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année.

#### **Art. 20. Situation financière.**

- a) À la fin de chaque exercice social, le Gérant préparera un bilan et compte de profits et pertes de la Société. Les documents comptables de la Société seront établis dans la même devise que celle dans laquelle est exprimé le capital social.
- b) L'assemblée générale annuelle se verra soumettre les rapports du Gérant, du Conseil et, en cas d'accord, approuvera le bilan et le compte de profits et pertes lesquels seront alors déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
- c) La valeur nette d'inventaire de chaque catégorie d'Actions (la « **Valeur Nette d'Inventaire** ») est déterminée, sous la responsabilité du Gérant, dans la devise de référence de la Société, à la date d'évaluation telle que décidée par le Gérant (une « **Date d'Évaluation** »). La Société calculera la Valeur Nette d'Inventaire par catégorie d'Actions comme suit : chaque catégorie prend part dans la Société en fonction du portefeuille et des droits aux distributions attribuables à chacune des catégories. La valeur de l'ensemble du portefeuille et des droits aux distributions attribués à une catégorie particulière d'Actions à la Date d'Évaluation donnée, diminuée des dettes et engagements relatifs à cette catégorie existant à cette Date d'Évaluation, représente la Valeur Nette d'Inventaire totale attribuable à cette catégorie à la Date d'Évaluation concernée.

La Valeur Nette d'Inventaire par Action de cette catégorie à la Date d'Évaluation est égale à la Valeur Nette d'Inventaire totale de cette catégorie à la Date d'Évaluation concernée divisée par le nombre total d'Actions de ladite catégorie en circulation à cette Date d'Évaluation.

La Valeur Nette d'Inventaire de la Société est égale à la différence entre la valeur de son actif et le montant de son passif.

Lors deux premiers exercices financiers de la Société, les actifs de la Société seront déterminés sur la base de leur coût historique. A partir de la troisième année, les actifs seront déterminés sur base de leur valeur de marché fixée de façon prudente et de bonne foi.

Le Gérant peut, à sa discrétion, autoriser le recours à d'autres méthodes d'évaluation s'il considère que, par ce biais et dans sa cohérence, l'évaluation obtenue reflète mieux la juste valeur des actifs de la Société.

La Valeur Nette d'Inventaire de chaque Catégorie à la Date d'Évaluation sera mise à la disposition de chaque actionnaire, sans frais, au siège social de la Société.

d) La Société peut suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire et/ou, le cas échéant, peut suspendre l'émission, le rachat de ses Actions pendant toute période durant laquelle il existe, de l'avis du Gérant, des circonstances inhabituelles, qui font qu'il serait impraticable ou inéquitable envers les Actionnaires de calculer la Valeur Nette d'Inventaire.

La suspension du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire et/ou, le cas échéant, la suspension de l'émission, du rachat ou de la conversion d'Actions sera notifiée aux Actionnaires de la Société concernée par tout moyen mis à disposition du Gérant.

#### **Art. 21. Décharge.**

Après adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée générale annuelle donnera, par vote séparé, décharge au Gérant et aux commissaires du Conseil de Surveillance pour l'exercice de leur mandat et de tout engagement envers la Société.

#### **Art. 22. Attribution des bénéfices.**

a) L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux et de fonctionnement, charges et amortissements constituera le bénéfice net de la Société.

b) De ce bénéfice net, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement ne sera plus obligatoire lorsque le montant de cette réserve légale aura atteint le dixième du capital social souscrit.

c) L'attribution du solde du bénéfice net sera déterminé annuellement par l'assemblée générale annuelle des actionnaires sur proposition du Gérant et pourra comprendre notamment la distribution de dividendes, la création ou le maintien de réserves et des provisions.

d) Le Gérant peut décider la distribution d'acomptes sur dividendes, conformément aux dispositions légales applicables au moment où le paiement est effectué.

#### **Art. 23. Politique de distribution.**

1) Toute distribution aux Actionnaires est subordonnée à la fois (i) au remboursement préalable de toutes les obligations émises par la Société et au paiement préalable des intérêts dus y relatifs et (ii) à l'accord préalable du Gérant.

2) La Société distribuera aux Actionnaires de Catégorie A et aux Actionnaires de Catégorie B, pro rata le nombre d'Actions détenus dans la catégorie concernée, sous forme de dividendes, de remboursement de primes d'émission ou autres réserves, ou remboursement de capital tel que permis par la Loi, les fonds disponibles dans l'ordre prioritaire suivant :

a/ Premièrement, aux Actionnaires de Catégorie A jusqu'à ce qu'ils aient reçu un montant égal aux Capitaux de Catégorie A ;

b/ Deuxièmement, aux Actionnaires de Catégorie A jusqu'à ce qu'ils aient reçu un montant égal au Rendement Préférentiel ;

c/ Troisièmement, aux Actionnaires de Catégorie B jusqu'à ce qu'ils aient reçu un montant égal aux Capitaux de Catégorie B ;

d/ Quatrièmement, dans la mesure où il y a des fonds disponibles pour être distribués, à parts égales, aux Actionnaires de Catégorie A et aux Actionnaires de Catégorie B jusqu'à ce que les Actionnaires de Catégorie B aient reçus un montant égal à 20% du total des montants distribués aux Actionnaires de Catégorie A en vertu du point b/ de ce paragraphe 2) de cet article 23 et de tous les montants distribuables en vertu du présent point d/ de ce paragraphe 2) de cet article 23 (le « **Carried Interest** ») ;

e/ Enfin, dans la mesure où il y a encore des fonds disponibles pour être distribués, 80 % aux Actionnaires de Catégorie A et 20% aux Actionnaires de Catégorie B.

## **Titre VI. Dissolution et Liquidation**

### **Art. 24. Dissolution.**

a) L'assemblée générale peut, à tout moment, décider de procéder à la dissolution de la Société sur proposition faite par le Gérant ou conformément aux dispositions de la Loi. Cette décision ne pourra être prise qu'avec l'accord de l'Actionnaire Commandité exerçant la fonction de gérant.

b) Après avoir décidé la dissolution, l'assemblée générale déterminera la méthode de liquidation et désignera un ou plusieurs liquidateur(s) afin de réaliser les avoirs de la Société et d'en régler les dettes.

c) De l'actif net résultant de la liquidation des avoirs et du règlement des dettes, il sera prélevé un montant destiné au remboursement des actions libérées et non encore rachetées. Le solde sera distribué à parts égales entre toutes les actions.

## **Titre VII. Dispositions générales**

### **Art. 25. Généralités.**

Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi. Au cas où une disposition des présents statuts serait de nul effet, les autres dispositions des présents statuts resteraient néanmoins pleinement applicables. La disposition nulle est à remplacer par une disposition qui aurait des effets similaires et qui serait le plus proche de l'esprit et de l'effet de la disposition en question.

Les héritiers, légataires, ayants droit ou créanciers d'un actionnaire, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition de scellés ou l'inventaire des biens et valeurs de la Société ni en demander le partage ou la licitation, ni prendre des mesures conservatoires ou s'immiscer de quelque manière que ce soit dans son administration.

### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2017.
- 2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2018.

### **SOUSCRIPTION ET LIBÉRATION**

Les souscripteurs, prénommés, représentés comme indiqué ci-dessus, déclarent souscrire les actions comme suit :

<b>Actionnaires</b>	<b>Actions A</b>	<b>Actions B</b>
Pergam Industry GP S.à r.l., comme Gérant Actionnaire Commandité		2.990
PERGAM INTERNATIONAL S.A., comme Actionnaire Commanditaire	10	
<b>Sous-total:</b>	10	2.990
<b>TOTAL:</b>		<b>3.000</b>

Toutes les trois mille (3.000) actions sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de trente mille Euros (EUR 30.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

## DÉCLARATION

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément qu'elles sont remplies.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ deux mille cinq cents euros (EUR 2.500).

### *Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire. Après avoir constaté que celle-ci est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes :

1. L'adresse de la Société est établie à L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

2. Les personnes suivantes sont nommées en tant que membres du Conseil de Surveillance pour une période se terminant à la date de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2017 :

- Monsieur Olivier Combastet, né le 12 juin 1961 à Neuilly-sur-Seine, France, avec adresse professionnelle au 49/51 avenue George V, F-75008 Paris ;

- Monsieur Côme Bacquelin, né le 5 novembre 1985 à La Flèche, France, demeurant professionnellement au 49/51 avenue George V, F-75008 Paris ;

- Monsieur Jean-François Bouchoms, né le 12 avril 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg ;

- Monsieur Chafai Baihat, administrateur, né le 8 juin 1983, à Forbach, France, demeurant professionnellement au 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

3. La personne suivante est nommée en tant que Réviseur pour une période se terminant à la date de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2017 :

- Certifica Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.



Et après lecture faite au mandataire des comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.  
signé : A. BRAESCH et H. HELLINCKX.

-----

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 19 décembre 2016.  
Relation: 1LAC/2016/40365  
Reçu soixante-quinze euros  
75.- €

Le Receveur, (s) P. MOLLING.

-----

- **POUR EXPEDITION CONFORME** -  
Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 décembre 2016.